Le Burundi pas assez démocratique pour être admis dans la SADC

La Libre Belgique,Â 31 mai 2019 Pour la seconde fois, une demande du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza de faire entrer le Burundi dans la SADC (South African Development Community, marchÃ© commun dâ€™Afrique australe) a Ã©tÃ© rejetÃ©e cette semaine. En cause: le manque de dÃ©mocratie et de stabilitÃ© dans ce pays depuis la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se prÃ©senter Ã un troisiÃ¨me mandat interdit par lâ€™Accord de paix dâ€™Arusha, en 2015, ainsi que l tensions avec le Rwanda.

Seize pays membres Selon le journal namibien Â«Â New EraÂ Â», câ€™est le prÃ©sident en exercice de la SADC, le chef de lâ€™Etat namibien, Hage Geingob, qui a annoncÃ© le rejet de la derniÃ¨re demande de Bujumbura dâ€™intÃ©grer lâ€™organi rÃ©gionale, qui lie lâ€™Afrique du Sud, lâ€™Angola, le Botswana, les Comores, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la RDCongo, les Seychelles, le Swaziland (Eswatini), la Tanzanie, Â la Zambie et le Zimbabwe. Geingob avait reÃ§u en avril la visite de lâ€™envoyÃ© spÃ©cial de M. Nkurunziza sur le sujet, le ministre burundais des Affaires Ã©trangÃ¨res Ezechiel Nibigira. Ce dernier avait affirmÃ© que le pays Ã©tait stable, respectant la loi, et que le prÃ©sident Nkurunziza tenait le pouvoir par des moyens dÃ©mocratiques. Â«Â Le momement nâ€™est pas propiceÂ Â» Selon le prÃ©sid Geingob, toutefois, la mission dâ€™enquÃªte de la SADC envoyÃ©e au Burundi en mai nâ€™a pas tirÃ© les mÃªmes conclusio sa visite: elle a Â«Â soulignÃ© que le moment nâ€™Ã©tait pas propice pour que le Burundi soit admis au sein de la SADCÂ Â», expliquÃ©. Â«Â Câ€™est dÃ» au processus dÃ©mocratique non rÃ©solu dans ce paysÂ Â», a indiquÃ© le prÃ©sident de la SA dâ€™ajouter: Â«Â Nous sommes Ã©galement prÃ©occupÃ©s par les accusations et contre-accusations entre le Burundi et le Rwanda, Ã©voquant des interfÃ©rences mutuelles dans leurs affaires intÃ©rieuresÂ Â». Une prÃ©cÃ©dente tentative du Burur dâ€™intÃ©grer la SADC avait Ã©tÃ© rejetÃ©e en fÃ©vrier 2017, en raison des troubles politiques qui y rÃ©gnaient. Depuis le c force de Pierre Nkurunziza en 2015, la rÃ©pression des protestations pacifiques a fait 1200 mort, un coup dâ€™Etat militaire a ratÃ© et plus de 400.000 Burundais ont fui la rÃ©pression dans les pays voisins. Par Marie-France Cros.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});